

N° DP 24/586

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA PISTE D'ATHLETISME DU STADE D'HONNEUR DU COMPLEXE SPORTIF LEO LAGRANGE POUR LES BESOINS DU TOURNAGE - FITNESSCAMP

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n °22/03/050 fixant les tarifs pour l'ensemble des équipements sportifs métropolitains,

VU le projet de convention de mise à disposition ci-annexé,

CONSIDERANT la demande de la société FITNESSCAMP de disposer de la piste du stade d'honneur du complexe sportif Léo Lagrange pour la réalisation d'une courte vidéo à destination des réseaux sociaux le 19 juin 2024,

CONSIDERANT que le bureau des tournages de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a pour objectif de faciliter l'organisation de tournages sur son territoire,

CONSIDERANT que cette mise à disposition n'impacte pas l'activité du complexe sportif Léo Lagrange,

CONSIDERANT qu'il convient de fixer les modalités de cette mise à disposition et de les approuver,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE METTRE à disposition de la société FITNESSCAMP l'espace défini dans la convention ci-annexée.

ARTICLE 2

DE SIGNER la convention ci-annexée définissant les conditions de la mise à disposition.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits seront versés à l'opération n°16121 article n°70323, au Budget Principal 2023 de la Métropole.

La présente Décision sera

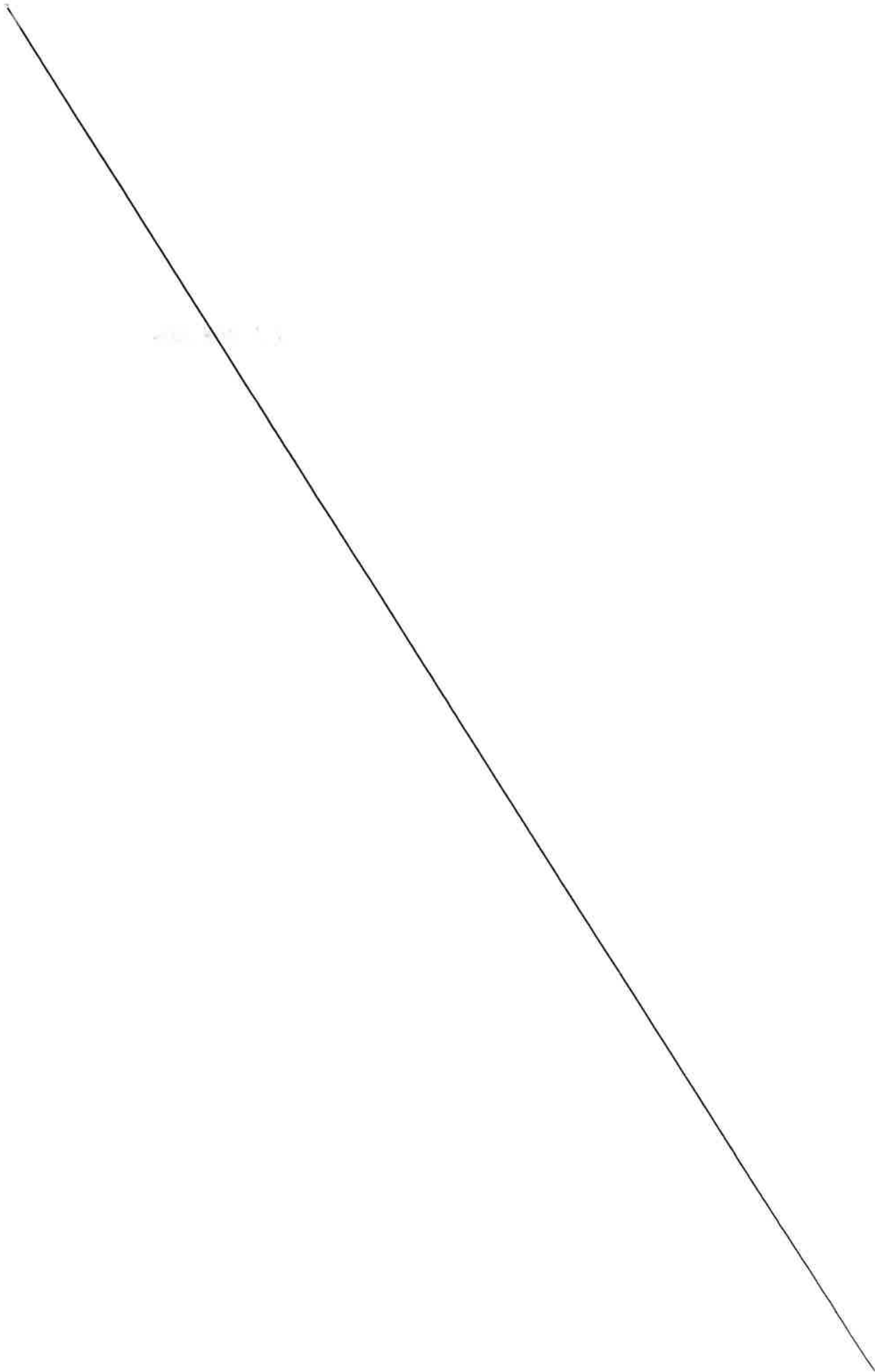
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **27 JUIN 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA PISTE DU STADE
D'HONNEUR DU COMPLEXE SPORTIF LEO LAGRANGE
POUR LES BESOINS DU TOURNAGE - FITNESSCAMP**

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise 107 Bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre-GIRAN, autorisé en application de la Décision n° DP du

Ci-après dénommée « la Métropole »

D'une part,

Et

La société Fitnesscamp, ayant son siège social à 10 RUE Blacas, 06000 Nice, immatriculée au RCS de Nice sous le numéro 954 098 331, N° de SIRET : 954 098 331 00018 ; Code APE : 58.19Z, N° TVA Intracommunautaire : FR90954098331, représentée par Jonathan Matijas, en sa qualité de président, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « la Société »

D'autre part.

Article 1 – Objet de la convention

La Métropole met à disposition de la Société dans le cadre de la réalisation d'une courte vidéo à destination des réseaux sociaux dénommé ci-après "l'œuvre", les lieux ci-dessous décrits, dont elle déclare être le propriétaire pouvoir en disposer librement et/ou avoir obtenu toutes

les autorisations nécessaires à cet effet dans le cadre des conditions fixées par la présente convention :

- La piste d'athlétisme du stade d'honneur du complexe sportif Léo Lagrange

Ci-après désignés sous le terme « les lieux ».

La Métropole autorise la Société à procéder à des prises de vues et enregistrements, ainsi qu'à des éventuels aménagements provisoires de décors pour les besoins du tournage de l'œuvre dans les lieux.

La Métropole autorise la Société à reproduire et représenter l'image des lieux objets de la présente convention afin de permettre l'exploitation de l'œuvre.

La Société atteste que l'œuvre n'a pas de caractère pornographique.

Article 2 – Durée de la mise à disposition

Les lieux définis à l'article 1 sont mis à disposition de la Société pour les besoins du tournage, le 19 juin 2024 de 20h30 à 22h45.

La signature de la convention devra intervenir avant cette période.

Article 3 – Conditions financières

Une somme de 105 euros HT (cent-cinq euros) sera réclamée en contrepartie de la mise à disposition des lieux. Il est précisé que la Métropole a opté pour l'assujettissement de ces redevances et prestations à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A.) conformément à l'article 260.2 et 261 D 2° du Code Général des Impôts.

La redevance se trouvera automatiquement assujettie à la T.V.A. aux taux en vigueur lors de son échéance.

Le paiement sera réclamé par l'envoi d'un avis des sommes à payer, adressé par la Trésorerie de Toulon, libellé et envoyé par voie postale à : 10 rue Blacas, 06000 Nice

Article 4 – Incessibilité des droits

La présente convention étant conclue intuitu personae, la Société ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit, ni laisser la disposition des lieux à des personnes étrangères à la présente convention.

Article 5 - Etat des lieux

Les lieux sont pris en l'état et rendus en l'état à l'issue des prises de vues. Tout éventuel dégât ou sinistre résultant de la présence de la Société et de ses équipes devra être constaté par l'agent de la Métropole présent sur les lieux.

Article 6 - Conditions d'occupation

L'équipe des prises vues présente sur les lieux sera composée de 5 personnes.
La Société occupera les lieux paisiblement pour tout ce qui concerne la bonne marche de ses activités.
Les lieux seront éclairés jusqu'à 22h45.

Article 7 - Engagements réciproques des parties

7.1 - Désignation d'un référent

Les parties s'engagent respectivement à désigner un responsable en charge du bon déroulement des opérations, interlocuteur privilégié durant toute la durée du tournage, aux dates et aux horaires indiqués à l'article 2 de la présente convention.

- Pour la Société FitnessCamp en sa qualité de président, email : mm1412@hotmail.fr – tél : +33 7 77 79 91 78,
- Pour la Métropole :
 - Jean-Michel MORAITIS, en sa qualité de responsable du Complexe sportif Léo Lagrange : 04.94.93.64.92/06.26.88.68.39 - jmmoraitis@metropoletpm.fr,
 - Barbara OCCHINI, en sa qualité de chargée de mission au service accueil des tournages : 04 94 93 83 42 – baocchini@metropoletpm.fr

7.2 - Engagement de la Métropole

La Métropole s'engage à tout mettre en œuvre afin de faciliter la réalisation du tournage dans les Lieux, sous réserve des conditions impératives de conservation des lieux.

La Métropole s'engage à garder confidentielles les informations relatives à l'œuvre et au tournage et à ne divulguer aucune information ou image sans accord préalable de La Société.

7.3. Engagements de la Société

Dans le cadre de la communication institutionnelle de la Métropole, la Société s'engage à :

- Remettre à l'issue du tournage une évaluation des dépenses et des emplois sur le territoire métropolitain dans le document intitulé « fiche retombées économique d'un tournage »,
- Ne pas dégrader l'image de la Métropole que ce soit à l'occasion du tournage, lors de la promotion de l'œuvre, ou toute autre circonstance.

Article 8 – Aménagement

De manière générale, tout aménagement modifiant l'état des lieux actuel devra être soumis à l'approbation de la Métropole. L'ensemble de ces aménagements devra répondre aux normes de sécurité incendie et d'hygiène et toute préconisation émise par la Métropole.

La Métropole se réserve le droit de retirer tout objet mobilier qu'elle ne désire pas mettre à la disposition du tournage.

Le cas échéant, le prêt de matériel spécifique peut être envisagé. Tous les matériels prêtés sur site pour l'aménagement ou le décor du lieu de tournage, en fonction du scénario et sous réserve de l'accord de la Métropole, seront restitués en parfait état de marche et remis à leur emplacement d'origine.

Article 9 – Annulation – Report tournage

Si, pour quelques raisons que ce soit, le tournage ne pouvait être, en tout ou partie, effectué aux dates prévues à l'article 2, la présente convention devra faire l'objet d'un avenant. Dans ce cadre, les conditions financières sont susceptibles d'évoluer.

Article 10 – Responsabilités - Assurances

Article 10.1 Responsabilités

La Société demeure entièrement et exclusivement responsable, pénalement et civilement, des dommages qui pourraient être causés pendant la durée de son occupation, de son fait personnel, ainsi qu'à l'égard des biens meubles et immeubles, équipements et matériels. Le seul cas d'exonération de la Société est la force majeure.

Elle sera également responsable de tous désordres qui pourraient survenir de la part des personnes, sous sa responsabilité, fréquentant les lieux, et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole en matière de manquement aux règles de sécurité.

La Société est responsable à l'égard des tiers de l'ensemble des dommages résultant de son occupation, y compris ceux relevant de la responsabilité du propriétaire.

La Société devra faire son affaire personnelle des divers préjudices qui lui seraient causés, et généralement dans tous autres cas fortuits ou de force majeure, la responsabilité de la Métropole ne pouvant en aucun cas être recherchée.

La Société s'engage à entretenir et à conserver raisonnablement les emplacements et les locaux mis à disposition.

Article 10.2 Assurances

La Société devra être titulaire d'un contrat d'assurance couvrant l'intégralité des conséquences pécuniaires de sa responsabilité susceptible d'être engagée du fait de ses activités ou de son occupation, notamment dans les cas où sa responsabilité serait recherchée :

- A la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers ou aux personnes se trouvant dans les locaux ou sur le site ;
- A la suite de tous dommages, y compris acte de vandalisme, causés aux biens confiés.

A cet effet, la Société devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Elle est tenue d'assurer elle-même directement tout agencement de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les espaces mis à sa disposition.

S'il était constaté des dommages incombant à l'équipe de tournage dans les lieux mis à disposition, la Société s'engage, sous la responsabilité de sa compagnie d'assurances et après expertise des dommages constatés par l'expert nommé par celle-ci, à faire indemniser la Métropole ou à faire effectuer par les entreprises de son choix les travaux de réparation rendus nécessaires.

La Société ne pourra en aucune circonstance invoquer le manquement ou la défaillance de la compagnie d'assurances pour justifier de la carence de celle-ci vis-à-vis de la Métropole et/ou des tiers.

Ainsi, tout dommages qui ne serait pas pris en charge par l'assureur de la Société, soit que le risque n'est pas garanti, soit que le montant de la garantie est insuffisant, demeurera à la charge exclusive de la Société.

Enfin, les compagnies d'assurances renoncent à tout recours contre la Métropole.

Article 11 – Résiliation – retrait de l'autorisation

La Société peut renoncer au bénéfice de l'autorisation par lettre recommandée avec accusé de réception. Suite à sa résiliation, la Société ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Article 12 – Droits cédés

La Métropole accorde l'autorisation à la Société, dans le cadre de l'œuvre et sa promotion, de représenter et de reproduire sur tout support connu ou inconnu à ce jour pour le monde entier et sans limitation de durée et sans qu'aucune rémunération supplémentaire ne soit due à la Métropole, qu'il s'agisse d'utilisations commerciales ou non commerciales, les séquences filmées dans les lieux de tournage.

La Société pourra effectuer toutes coupures de montage nécessaires à partir des enregistrements et des prises de vues cinématographiques.

Tout ameublement et tout objet appartenant aux lieux et mis à la disposition de la Société sont libres de tout droit de reproduction et de représentation pour l'exploitation de l'œuvre et sa promotion. La Métropole garantit la Société contre toute action en contrefaçon qui pourrait lui être intentée du fait de son utilisation.

Dans le cas où se trouveraient des œuvres protégées dans les lieux faisant l'objet du présent contrat, la Métropole devra les signaler par écrit à la Société afin qu'elle puisse les retirer si elle ne désire pas qu'elles soient reproduites à l'occasion des prises de vues. En cas de signalement par écrit par la Métropole et d'utilisation des œuvres protégées dans le cadre de l'œuvre par la Société, celle-ci s'engage à obtenir les autorisations nécessaires relatives à ces œuvres protégées et garantit la Métropole contre tous recours qui pourraient être exercés à son égard à ce sujet.

Article 13 – Droits à l'image

La Société s'engage à ne pas utiliser des prises de vues, de visiteurs ou de membres du personnel, sans leur autorisation écrite. Il appartient à la Société de préciser, dans le document qu'elle soumettra à la signature des intéressés, la nature et les conditions d'exploitation de leur image. Les photographies sont prises sous l'entière responsabilité de la Société et elle ne saurait en aucune manière appeler la Métropole en garantie en cas de litige consécutif à une utilisation répréhensible de l'image des personnes photographiées.

Article 14 – Dispositions diverses

14.1. Litiges

A défaut de règlement amiable intervenu dans les soixante jours à compter de la notification du litige par l'une ou l'autre des parties par courrier simple, le tribunal administratif de Toulon sera saisi.

14.2. Réglementation applicable

La Société est soumise aux droits et obligations résultant du droit de la domanialité publique.

Le présent acte est établi en deux exemplaires dont un original remis à la Société.
Toutes les stipulations du présent acte ont été convenues et arrêtées par les parties contractantes qui affirment en avoir eu la lecture.

Fait à Toulon, le

Pour la Société Fitnesscamp

**Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée**

**Jonathan MATIJAS
Le président**

**Jean-Pierre GIRAN,
Le Président**